

Animation du Portail « Droit et Gouvernance »
BULLETIN Rio + 20
1^{er} avril 2012- 29 avril 2012



l'énergie et de l'environnement
cophonie



Association pour la promotion du droit international

Centre de droit international

15 quai Claude Bernard

69007 LYON

Tel : 04 78 78 73 52

Fax : 04 26 31 85 24

apdi.lyon@gmail.com

SOMMAIRE

1. LES EVENEMENTS PREPARATIFS A RIO + 20	3
2. LES DOCUMENTS PREPARATIFS A RIO + 20	6

1. Les évènements préparatifs à Rio + 20

- **Dialogue interactif de l'AGNU sur l'harmonie avec la nature**

Le 18 Avril, afin de commémorer la journée internationale de la terre-mère, l'Assemblée générale de l'ONU organisera un dialogue interactif sur l'harmonie avec la nature.

A soixante-sept jours de Rio+20, un tel dialogue aura pour objet d'étudier les effets de l'activité humaine sur la planète, à travers un échange d'expériences et d'idées, plus particulièrement entre économistes et scientifiques.

Un panel d'experts sera chargé de dresser un bilan et de présenter des perspectives afin de limiter l'impact de l'activité humaine. Un tel dialogue a pour but de contribuer aux réflexions relatives au développement durable, et plus particulièrement en vue de la conférence de Rio +20.

<http://www.unscd2012.org/rio20/index.php?page=view&nr=840&type=13&menu=23>

<http://www.unmultimedia.org/tv/webcast/2011/04/general-assembly-interactive-dialogue-on-harmony-with-nature-english.html>

- **Cycle de conférences à Paris en préparation à Rio+ 20**

Du 16 avril au 21 mai se tiendra au jardin des plantes de Paris un cycle de conférences en vue de la conférence Rio+20, organisé par le museum d'histoire naturelle.

Différents thèmes y seront abordés tels que l'évaluation économique des services liés à la biodiversité (lundi 16 avril), le "coût" de l'inaction politique (lundi 23 avril), le rôle économique de la grande faune (lundi 7 mai), la valeur économique et culturelle des produits forestiers non ligneux (lundi 14 mai), la vie dans les océans: biodiversité et ressources (lundi 21 mai).

<http://www.conference-rio2012.gouv.fr/cycle-de-conferences-sur-rio-20-au-a420.html>

- **Interview de Brice Lalonde, coordinateur de Rio+20**

Interrogé par Agence France Presse, Brice Lalonde, coordinateur de Rio+20, estime que cette conférence sera " le début d'un cycle, une aventure qui commence ". Au sujet de la préparation de la conférence, il s'est déclaré " très content qu'il y ait autant de chefs d'Etat et de gouvernement qui viennent, qu'il y ait beaucoup de mobilisation d'associations, de villes... ".

Selon lui, si les négociations avancent, avec la prochaine session du 23 avril au 5 mai, le texte actuel est court, et manque d'ambition. Il s'avoue " préoccupé d'un risque de plus petit commun dénominateur, comme dans toutes les grandes conférences consensuelles ".

Il souligne la tension entre les partisans du développement et ceux de la planète, et la nécessité de concilier les deux approches grâce à une formule " un peu magique ". Néanmoins, il assure que sur une dizaine d'objectifs de développement durable, la totalité des Etats, développés et en développement, s'engageront, et notamment concernant la gouvernance de l'environnement, qui permettra une meilleure organisation.

Il insiste sur la nécessité d'une vue d'ensemble sur la planète, avec des scientifiques, des ONG, des agences spatiales...

Il conclut enfin que pour beaucoup, Rio+20 est " le début d'un cycle, une aventure qui commence ". C'est selon lui une discussion qui ne fait que commencer, dont les résultats n'apparaîtront que dans quelques années.

<http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?page=view&nr=1090&type=230&menu=38>

- **La Suisse s'engage en perspective de Rio+20**

Selon M. l'ambassadeur Franz Perrez, chef de la division Affaires internationales de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) suisse, le Conseil fédéral suisse « avance sur la voie du développement durable en mettant en œuvre des stratégies qu'il renouvelle régulièrement ». S'exprimant sur la plateforme suisse pour Rio+20 le 20 avril, il souligne qu'une stratégie a été adoptée début 2012 en préparation à la Conférence de Rio+20, et prévoit entre 2012 et 2015 :

Une diminution des émissions de CO₂ de 130 grammes par kilomètre pour toutes les nouvelles voitures de tourisme, dont 65% des véhicules de chaque importateur la première année sous peine de sanction pour le constructeur et pour l'importateur

Un Programme Suisse Energie pour plus d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables est mis en place. La Confédération, les cantons, les communes, les organisations environnementales, les organisations de consommateurs, auront désormais un cadre pour établir des partenariats et mettre en œuvre des mesures efficaces. La part des énergies renouvelables devra atteindre 50% de la consommation totale d'ici 2020.

Les transports publics seront valorisés grâce à des plans d'aménagement des infrastructures et un accès non discriminatoire au réseau transeuropéen de transports de marchandises.

La construction durable sera encouragée grâce à des prestations de construction et des ouvrages économiques, écologiques et sociaux de haut niveau. Des logements d'utilité publique seront construits dans le respect de l'écologie et de l'efficacité énergétique.

L'aide publique au développement de la Suisse est augmentée de 0,5% de son PIB avec un accent sur le soutien aux économies vertes portant sur l'agriculture durable, l'énergie, et la protection de l'environnement, de la biodiversité et du climat.

<http://rio20.ch/fr/plus-deconomie-verte-moins-de-pauvrete/>

2. Les documents préparatifs à Rio + 20

- Déclaration d'orientation de l'OCDE pour Rio+20

Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a publié le 13 avril, dans le cadre de la préparation à Rio+20, une déclaration d'orientation en faveur des pays en développement.

Le CAD a pour fonction de promouvoir les politiques de coopération pour le développement afin de favoriser l'instauration d'un développement durable.

Cette déclaration vise à élaborer et mettre en œuvre des stratégies visant à instaurer une croissance verte qui soient adaptées aux pays et définies par eux, qui présentent un bon rapport coût-efficacité et profitent à tous ; instaurer un climat de confiance, développer les capacités et mettre en place des partenariats entre toutes les parties prenantes, et renforcer la gouvernance solidaire des politiques et des dépenses publiques, la gouvernance économique et la gestion des ressources naturelles ; repérer et entretenir les opportunités d'innovation et d'investissement verts réalisables à un prix abordable et permettant de créer des emplois ; soutenir et suivre de près les partenariats public-privé pour stimuler l'innovation afin d'atténuer les risques pour les investisseurs ; accroître la valeur et le bien-être tirés du capital naturel en gérant les ressources naturelles de façon durable et en établissant des mécanismes de paiement au titre des services écosystémiques.

- Déclaration des BRICS en préparation à Rio+20

Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont adopté le 29 mars, lors de leur quatrième sommet à New Delhi, une déclaration pour le développement durable en vue de la conférence Rio+20, qu'ils considèrent comme "une chance unique".

Selon eux, le développement durable doit être au centre de la croissance future. Ils évoquent d'ailleurs dans la Déclaration la possibilité d'une nouvelle banque de développement en vue de mobiliser des fonds pour les projets de développement durable dans les BRICS et les autres pays émergents ou pays en voie de développement.

Ils s'engagent à jouer pleinement leur rôle dans la lutte contre le changement climatique, et à contribuer à l'effort général en cherchant des solutions au changement climatique à travers une croissance durable. Ils souhaitent que les pays développés parties à la CNUCC fournissent plus de financement, de technologie et de soutien dans la préparation et la mise en œuvre d'actions nationales dans les pays en développement.

Ils considèrent que la Conférence Rio+20 est une chance unique pour la communauté internationale de renouveler un haut niveau d'engagement politique pour soutenir le développement durable, le progrès social et la protection de l'environnement en accord avec les principes de la Déclaration de Rio de 1992, y compris le principe de responsabilité commune mais différenciée, l'Agenda 21 et le Plan de Johannesburg.

<http://bricsindia.in/delhi-declaration.html>

- **Déclaration du Conseil des chefs de secrétariat de l'ONU sur Rio+20**

Les 14 et 15 avril, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, qui rassemble les chefs des organisations du système des Nations Unies sous la direction du Secrétaire général Ban Ki-Moon, se sont réunis en vue de Rio+20. A cette occasion, ils ont adopté une déclaration soutenant l'adoption d'objectifs de développement durable.

Dans cette déclaration, ils expriment leur volonté de succès de la Conférence de Rio+20 et reconnaissent que le développement durable est un but fondamental de la Communauté internationale depuis la Conférence de 1992. Ils exhortent les dirigeants du monde qui seront présents à la Conférence Rio+20 à renouveler leur engagement.

- **Nouveau cycle de négociations à New-York en préparation à Rio+20**

Jusqu'au 4 mai prochain, un nouveau cycle de négociations informelles se tient à New York en préparation à Rio+20, autour de l'avant-projet de Déclaration finale. En effet, le texte actuel, "zero draft", est de 206 pages puisque de nombreux amendements supplémentaires ont été rajoutés au texte initial de 19 pages lors des réunions à New York en janvier et en mars.

Selon World Wildlife Fund (WWF), " ces négociations vont être capitales puisqu'elles vont décider des priorités pour Rio +20 et influencer l'agenda de ce Sommet international ". L'ONG appelle à "assurer un accès juste et équitable à la nourriture, l'eau et l'énergie pour tous, faire le choix de politiques économiques "vertes" dans le but d'éradiquer la pauvreté et promouvoir le développement durable ". WWF exhorte les gouvernements à aller " au-delà du PIB et reconnaître la vraie valeur de la richesse naturelle à travers le développement d'un nouvel indicateur de référence mesurant la performance environnementale en parallèle du PIB " et " à ce que les indicateurs nationaux soient suffisamment clairs et comparables pour évaluer la qualité de l'environnement ". Elle souligne l'importance "d'éliminer toutes les subventions incompatibles avec la protection de l'environnement ", plus particulièrement celles qui " nuisent à l'environnement, en particulier celles qui sous-tendent l'utilisation de combustibles fossiles, l'agriculture non durable et de la pêche " .

Selon l'ONG, "les dirigeants mondiaux doivent se mettre d'accord sur des objectifs universels, multi-dimensionnels et équitables qui englobent les dimensions environnementale, sociale et économique du développement durable" qui "compléteraient les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et feraient le lien entre la santé des écosystèmes (gestion de l'eau, énergie, production de nourriture, agriculture et élevage, pêche, réduction de l'empreinte écologique) et les objectifs de développement".

<http://www.wwf.fr/s-informer/actualites/rio-20-le-wwf-alerte-le-statu-quo-n-est-pas-une-option>